



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

***VÉRIFIER À L'AUDITION***

**Réunion du Comité d'experts de la cinquième réunion conjointe de la  
Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union  
africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la  
planification et du développement économique de la Commission  
économique pour l'Afrique**

**Déclaration**

**de**

**Abdoulie Janneh  
Secrétaire général adjoint de l'ONU et  
Secrétaire exécutif de la CEA**

**22 mars 2012  
Addis-Abeba (Éthiopie)**

**Monsieur le Président,  
Monsieur le Commissaire aux affaires économiques de l'Union africaine,  
Monsieur le représentant du Gouvernement éthiopien,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs les représentants,  
Mesdames et Messieurs,**

**J'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à Addis-Abeba, à l'occasion de la cinquième réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres de l'économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique.**

**Cette réunion constitue toujours un temps fort du calendrier annuel, dans la mesure où c'est le lieu où se forme le point de vue des experts sur des questions essentielles pour l'Afrique. Cette année, nous avons le privilège de nous retrouver dans le magnifique Centre de conférence de l'Union africaine, pour la première grande réunion à s'y tenir après son inauguration officielle, à l'occasion du Sommet de l'Union africaine de janvier 2012.**

**Cet édifice symbolise, à bien des égards, l'histoire en marche de notre continent. Il ressort de l'« *Aperçu des conditions économiques et sociales en Afrique* » que la croissance globale du continent a été de 2,7 % en 2011, contre 4,6 % en 2010, recul qui est principalement dû aux bouleversements politiques d'Afrique du Nord. Malgré la sécheresse et les difficultés qui y sont liées, le reste du continent a connu à peu près la même croissance que l'année dernière. Comme précédemment, ces résultats honorables s'expliquent par l'accroissement de la demande intérieure, la bonne gestion économique et les cours élevés des produits de base, qui continuent de monter. Les événements d'Afrique du Nord montrent toutefois que ces facteurs ne suffisent pas et que**

**l'amélioration de la gouvernance reste au cœur du processus de transformation économique et sociale.**

**La performance de l'Afrique sur le plan de la croissance est d'autant plus remarquable que la situation économique mondiale demeure incertaine du fait de la crise de la dette souveraine dans la zone euro, d'énormes déséquilibres mondiaux, du chômage élevé et de remous sociaux généralisés dus aux plans d'ajustement et aux restrictions budgétaires. En outre, nous ne pouvons feindre d'ignorer que l'Afrique est toujours aux prises à de nombreux problèmes. La pauvreté et l'inégalité continuent de marquer le tissu social et économique des pays africains et le continent est de nouveau hanté par le spectre du renchérissement des produits alimentaires et des combustibles alors que la sécheresse et la famine menacent le Sahel. Les pays africains ont par ailleurs des liens très étroits avec l'Europe dans les domaines du commerce, de la monnaie, de l'aide et des investissements, et ils seront certainement affectés si la situation se détériore encore dans la zone euro.**

**Ces faits bien connus ne suffisent pas à démentir le constat selon lequel, vu ses perspectives meilleures et son potentiel encore inexploité, l'Afrique représente pour le monde un endroit où il est possible d'investir pour stimuler la demande et contribuer à réduire les déséquilibres mondiaux. D'où le thème retenu pour notre réunion cette année – *Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance mondiale*. Il va de soi que pour y parvenir, notre continent doit se montrer à la hauteur des défis qu'il affronte aux niveaux national, régional et mondial et décider d'orientations et de mesures soigneusement calibrées. Ces considérations ont continué de guider l'action de la CEA au cours de l'année écoulée.**

**Il nous faut, tout d'abord, avoir une vision claire de ce que nous voulons pour l'Afrique et mettre en place les capacités nécessaires pour accompagner le processus de développement et de transformation. C'est pourquoi nous**

**comptons sur l'Institut africain de développement économique et de planification – l'IDEP –pour mettre rapidement à niveau les capacités nécessaires dans les domaines de la planification des besoins et de la gestion du développement, et je suis heureux de pouvoir vous dire que l'Assemblée générale des Nations Unies a, en ces temps d'austérité, manifesté son appui résolu à notre action en triplant le montant des crédits alloués à l'Institut. Dans un contexte similaire, et à la suite du débat de l'année dernière sur le thème « Gérer le développement en Afrique », nous avons travaillé avec plusieurs États membres au rétablissement de leurs cadres de planification. La table ronde sur l'Afrique à l'horizon 2050 qui se tiendra pendant la session ministérielle contribuera à la dynamique de ce processus.**

**Monsieur le Président,**

**Les objectifs du Millénaire pour le développement gardent leur importance capitale pour nos pays et nous continuons à suivre les progrès accomplis dans le cadre du rapport annuel que nous produisons avec nos partenaires sur le sujet. Il ressort du rapport de cette année que les pays africains continuent de progresser régulièrement sur plusieurs points. Cela n'est toutefois pas suffisant car l'échéance de 2015 est imminente et la réalisation des OMD est toujours cruciale pour le programme de transformation de l'Afrique. C'est pourquoi nous avons entrepris d'élaborer un programme de développement pour l'après-2015, en gardant à l'esprit le fait que les OMD demeurent pertinents et que tout cadre nouveau doit faire fond sur leurs points forts et en corriger les inadéquations.**

**Il est un point particulier qui mérite toute notre attention: le chômage, en particulier le chômage des jeunes. Les taux de croissance positifs ne se sont pas accompagnés d'une plus grande création d'emplois et le taux de chômage des jeunes dépasse parfois les 20 %. C'est une situation des plus préoccupantes, si l'on considère que les jeunes constituent la majorité de la population africaine, et cette préoccupation se trouve reflétée dans le document technique que nous avons produit sur les politiques d'emploi des jeunes à l'intention des ministres**

**africains du travail. Nous avons aussi un travail de recherche sur les orientations à suivre en matière de protection sociale, en mettant l'accent sur la problématique hommes-femmes.**

**La création d'emplois en plus grand nombre dépendra en fin de compte de l'accroissement des activités productives, que ce soit dans l'agriculture, l'industrie ou les services. Plusieurs activités ont donc été menées au cours des douze derniers mois dans le contexte de l'initiative conjointe de la Commission africaine, de la CEA et de la BAD sur la politique foncière. De même, nous n'avons d'autre choix que d'investir davantage dans l'éducation et l'acquisition de compétences dans des domaines utiles à l'ère moderne. C'est dans ce contexte qu'au cours de l'année écoulée, nous avons lancé l'Initiative africaine de cyberapprentissage et plusieurs réseaux dédiés à la science, la technologie et l'innovation. Toujours dans ce contexte, nous avons réservé une place de choix à la cérémonie de remise du Prix 2012 de l'innovation pour l'Afrique pendant la réunion ministérielle.**

**Quels que soient les efforts que nous déployons pour élaborer des politiques appropriées, celles-ci n'auront pas l'effet désiré si elles ne sont pas assorties de ressources financières suffisantes, raison pour laquelle nous avons organisé en mai 2011 un forum sur le financement du développement, qui a été un grand succès . La mobilisation des ressources intérieures et les envois de fonds sont appelés à jouer un rôle de premier plan dans la quête des ressources nécessaires au développement, mais il faudra aussi que soient honorées les promesses d'une aide accrue à l'Afrique et que soient combattues les sorties illicites de capitaux. Sur ce plan, j'ai d'ailleurs le plaisir de vous annoncer que le groupe de haut niveau que les ministres nous avaient donné instruction l'année dernière de créer pour examiner la question a commencé ses travaux sous la direction de l'ancien Président de la République d'Afrique du Sud, M. Thabo Mbeki.**

**Je voudrais réitérer à ce stade ma conviction profonde que la pleine réalisation du potentiel de l’Afrique n’ira pas sans la mise en œuvre de son programme d’intégration régionale. Cela suppose la poursuite du débat, une coopération au-delà des frontières et un renforcement des institutions. Cela signifie aussi une adhésion inébranlable à nos valeurs communes, processus que nous continuons de suivre grâce à des instruments crédibles proprement africains, dont le Mécanisme d’évaluation intra-africain et l’Examen mutuel de l’efficacité de l’aide, un rapport publié conjointement par la CEA et l’OCDE. La dimension régionale du développement reste cruciale pour l’Afrique, et le travail normatif et de recherche du consensus à ce niveau sous-tendent aussi l’harmonisation des politiques et la quête de valeurs communes.**

**De ce travail découle naturellement l’exécution des programmes conçus pour surmonter les nombreux obstacles sur la route de la prospérité du continent à long terme, notamment l’important déficit infrastructurel et le faible volume des échanges intra-africains. Il faudra se concerter pour mettre en œuvre le Programme de développement des infrastructures en Afrique – le PDIA – de façon à faire avancer le projet de zone continentale de libre-échange, dont on a abondamment parlé au Sommet de l’Union africaine sur le commerce intra-africain de janvier 2012. Sur ce plan, le Centre africain pour les politiques commerciales continuera à prêter son concours au travail préparatoire mené en vue de la mise en place de cette zone de libre-échange.**

**Nos efforts de développement seront réduits à néant s’ils ne sont pas appuyés au niveau international, raison pour laquelle nous avons travaillé en collaboration très étroite avec nos partenaires pour aider les délégués africains représentant le continent aux négociations en cours sur les changements climatiques. Le Centre africain pour les politiques climatiques est devenu pleinement opérationnel et nous aiderons aussi les États membres à élaborer des politiques en matière de changements climatiques. Nous avons de plus accueilli la réunion préparatoire africaine en vue de Rio+20 à Addis-Abeba en octobre**

**dernier et coopérons étroitement avec toutes les parties prenantes pour être prêts pour la Conférence elle-même, en juin. Comme nos délibérations de l'année dernière l'ont montré, le continent africain fait volontiers sien le principe d'économie verte pour autant que nous recevions un appui nous permettant à l'Afrique de faire face aux coûts et de pallier les contraintes qui iront avec.**

**La bonne gestion des ressources naturelles est étroitement liée à la problématique du développement durable. L'Afrique poursuivant sa trajectoire de croissance, il sera impératif de gérer une intensité matérielle en hausse, ainsi que la rente tirée du secteur extractif. Tel est le raisonnement qui a abouti à l'adoption de la Vision africaine de l'industrie minière au Sommet de l'Union africaine de 2009 et qui guide le projet de mettre en place à la CEA cette année un centre africain de mise en valeur des ressources minières. La huitième édition du Forum pour le développement de l'Afrique, qui se tiendra en octobre 2012 sur le thème de la gestion et de l'exploitation des ressources naturelles en vue du développement de l'Afrique, sera une impulsion supplémentaire à ce processus.**

**Le recours stratégique à des partenariats est le propre de notre travail à la CEA, et l'année écoulée n'a pas fait exception à la règle. Nous avons continué de cultiver le lien privilégié qui nous unit à l'Union africaine et à la Banque africaine de développement, comme en témoignent l'exécution conjointe de produits et d'activités et notre secrétariat commun devenu opérationnel. De même, nos relations avec les autres composantes du système des Nations Unies restent solides et la session de 2011 du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique a été axée sur le renforcement des capacités en appui à l'Union africaine, à l'Autorité de planification et de coordination du NEPAD et aux communautés économiques régionales.**

**Quant à nos partenariats bilatéraux, ils sont véritablement une source majeure d'appui et d'encouragement et je faillirais à mon devoir si je ne remerciais en particulier le Canada, le Danemark, la Finlande, la Norvège, le**

**Royaume-Uni, la Suède et l'Union européenne pour l'ampleur et la régularité de leur appui au Plan d'activités de la CEA pour la période 2010-2012, qui était aligné de près sur le Plan stratégique 2009-2012 de l'Union africaine. Nous allons commencer un nouveau cycle plus tard dans l'année et j'ai toutes raisons de croire que nous pouvons continuer à compter sur l'appui de ces partenaires – et d'autres – pour connaître à l'avenir des succès similaires. Dans un cadre autre mais connexe, nous nous félicitons des conclusions du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Busan, dans lesquelles nous voyons une contribution utile aux efforts visant à remodeler la nature de la coopération au développement.**

**Je conclurai en redisant ma foi profonde dans les perspectives de l'Afrique et dans votre capacité, en tant qu'experts africains et spécialistes éminents des finances et du développement, à aider par vos délibérations, à tracer la voie à suivre pour édifier cette Afrique à laquelle nous aspirons tous, une Afrique capable d'occuper la place qui lui revient dans les affaires du monde et d'apporter sa contribution au développement mondial.**

**Je vous souhaite plein succès dans vos délibérations et vous remercie de votre aimable attention.**